

Vive le marxisme-léninisme-maoïsme!

Vive la guerre populaire!

ETA(m)

LA PAIX POUR L'EUSKADI SUD

1984

La logique économique du capitalisme a connu son apogée dans les années soixante, quand la panacée de la consommation cadrait parfaitement dans la conception politique pluraliste de la démocratie bourgeoise, grâce au «miracle économique» issu de la création du Marché Commun Européen.

D'une part, les pays démocratiques bourgeois prouvaient que le capitalisme en pleine expansion élevait le niveau de vie de l'ensemble des classes sociales et pas seulement des classes au pouvoir. (Il se produisait un déplacement des aspects les plus néfastes de l'exploitation capitaliste vers les pays du Tiers Monde, grâce au contrôle que ces pays développés exerçaient sur le marché mondial).

Le régime des libertés du pluralisme politique avait lui-même besoin du modèle offert par le système de la consommation parce que, dans le fond, disait-on, la liberté de choisir les

représentants politiques et la liberté de consommer un produit ou un autre, sont essentiellement la même liberté.

Qui plus est: la liberté de consommation est essentielle à l'exercice de la liberté, c'est pourquoi les économies planifiées et les marchés contrôlés par les pouvoirs publics sont, de par leur nature même, l'antithèse d'une société pluraliste.

Grâce à cette idéologie de la consommation, les différences de classe s'en trouvent camouflées et l'antagonisme qui existe entre les intérêts des classes dominantes et des classes dominées s'est estompé face à l'individualisme croissant que suppose la liberté de consommation.

La défense des intérêts que toute personne trouve normalement au sein d'un groupe s'en trouve gravement diminuée.

La perte de la notion de peuple ou de classe et la standardisation des modes de vie supposent que l'individu qui entre dans la catégorie indifférenciée de consommateur, manque de plus en plus d'éléments de critique -puisqu'il lui manque des éléments de référence que sa nationalité et sa classe lui offrent- pour juger non seulement les problèmes d'ensemble de sa société, mais encore ceux qui découlent de la consommation.

Le consommateur finit par consommer ce qu'on lui demande de consommer, et le système produit des biens de consommation, non pas parce qu'ils sont nécessaires sinon parce qu'ils produisent des bénéfices à ceux qui contrôlent le marché: marché qui s'est lancé dans une spirale effrénée et vertigineuse de besoins fictifs «nouveaux» et «urgents. »

Ce besoin de consommer en arrive même à transformer la valeur des produits eux-mêmes. En effet, fréquemment, surtout dans les pays au niveau de vie le plus élevé, ce n'est pas la valeur ou le service rendu par l'objet consommé mais le fait même de consommer qui offre le plus grand plaisir au consommateur.

D'où les règles de comportement de ceux qui peuvent consommer de tout et de ceux qui doivent supporter l'humiliation d'être «économiquement faibles». Il suffit de penser aux souffrances des pauvres riches «déchus» qui doivent maintenir leur image de consommateur, même si pour cela, ils doivent manger de la merde. Pensez aussi aux énormes complexes que le tourisme du luxe a créés avec ses habitudes de consommation, chez les habitants de la «Côte Basque».

Sous le règne de cette idéologie de la consommation, la crise économique s'est produite à partir des années soixante-dix (c'est probablement la crise la plus profonde du système capitaliste). Le chômage généralisé que la crise a engendré, n'a pas augmenté les tensions sociales dans la proportion qu'on aurait pu attendre, vingt ans auparavant, et ce, parce que les conséquences négatives de la crise ont frappé des sociétés profondément atomisées.

L'individu se retrouve seul face au chômage et cherche une solution personnelle, même s'il milite dans un syndicat qui, de toutes façons, s'est converti en plate-forme négociatrice d'emploi pour ces militants. Le manque de solidarité au sein de la classe ouvrière a atteint un niveau jamais égalé. Chacun agit pour son propre compte.

Aucun rayon de soleil ne semble indiquer la fin du tunnel,

malgré tout ce que l'on en dit, et la crise continue de provoquer des réactions de défense au sein de la société -les uns, parce qu'elle les a atteint, et les autres par peur qu'elle ne les atteigne- réactions qui engendrent un manque croissant d'intérêt pour les thèmes collectifs.

La dépolitisation et, même, le refus de la politique sont des phénomènes qui s'accompagnent invariablement d'un spectaculaire phénomène de «politisation» de l'extrême droite. Entre-temps, les bénéficiaires de la crise - ceux qui sont en train de réaliser les plus grands bénéfices de l'Histoire, ceux qui mettent l'économie entre les mains de quelques peu, ceux qui ont conduit la classe ouvrière (avec l'efficace collaboration des bureaucrates syndicalistes) vers la situation de carence la plus totale de défense depuis la première révolution industrielle - non seulement jouissent de leur pouvoir économique renforcé, mais encore ils ont les mains de plus en plus libres pour pouvoir agir dans la vie politique.

Il se produit ainsi le paradoxe diabolique: le capitalisme en crise pour se maintenir au pouvoir, n'a pas besoin de stimuler les forces populaires en sa faveur; il lui suffit de continuer à cultiver les conséquences les plus désastreuses de son propre système en crise.

Ce panorama européen, à la mort du général Franco, même les plus optimistes parmi ceux du Bloc au Pouvoir n'auraient jamais imaginé pouvoir le transposer à court terme, dans la situation particulière de l'Etat espagnol.

Cependant, il a été parfaitement reproduit et même dépassé grâce, surtout, à la persévérance qu'a montré le gouvernement du PSOE.

Les gouvernements de la réforme du franquisme pour prendre du recul, du moins en apparence, par rapport au système alors en vigueur, hérité de l'époque antérieure, condamnent et renient l'intervention de l'Etat dans les relations entre les patrons et les travailleurs: désormais ce sont eux qui doivent décider, par négociation, quelles seront les conditions de travail et les rémunérations.

Parallèlement, cependant, la crise économique va provoquer l'intensification de l'intervention de l'Etat jusqu'à un niveau encore jamais atteint dans le système capitaliste.

L'accélération du processus d'application des nouvelles technologies dans le système de production, qui a rendu obsolète la grande majorité des industries, ainsi que l'augmentation du coût de la main d'oeuvre ont eu pour résultat de réduire de façon tout à fait draconienne l'investissement privé. L'incertitude du «succès» de la réforme du franquisme et la «guerre du Nord» ont mené l'action de l'initiative privée à un niveau infime.

De nos jours les patrons de l'Etat espagnol n'investissent que si l'action de l'Etat et des travailleurs les précède.

L'Etat en supprimant les difficultés, en finançant les dépenses improductives et en récompensant avec des bonifications et des dégrèvements les quelques investissements des vaillants chefs d'entreprise qui décident de faire un pas en avant; les travailleurs, manipulés par les bureaucraties syndicalistes, en renonçant aux conquêtes -droits et garanties- que le Mouvement Ouvrier, pendant plus d'un siècle de luttes, avait arrachées peu aux patrons et à leur conseil d'administration qu'est l'Etat. De cette façon, l'investissement privé -en tant qu'activité complémentaire à celle de l'Etat et à celle des travailleurs- a

renoncé à être le moteur de l'économie capitaliste -sa justification- pour devenir le receveur de l'activité non étatique, de tous les citoyens en général et des travailleurs en particulier.

Cette réalité sociale et économique, dans laquelle doivent évoluer les habitants de l'Euskadi Sud, oblige le Mouvement Basque de Libération Nationale à chercher des réponses, tant sur le plan idéologique, face à l'idéologie de la consommation - essentiellement démobilisatrice- que sur le plan structurel, face à l'économie capitaliste en crise.

Le MVLN doit prévoir, également, les nouvelles formes de production, qui sont déjà en application dans les pays à technologie plus avancée, et les nouvelles formes de l'exercice du pouvoir que ces nouvelles technologies supposent.

Le MVLN, par conséquent, doit élaborer ses alternatives aux modèles qui nous sont imposés par le pouvoir. Il est clair que, pour cela, il doit commencer par critiquer ces modèles, en insistant sur leurs caractéristiques: concentration du capital, création constante de chômage, privatisation des secteurs rentables du Welfare State, exploitation maximum de l'Etat par le capital, renforcement de l'ordre public (répression), course aux armements, nucléarisation, etc.

A chacune de ces caractéristiques, le MVLN doit proposer une alternative, tant d'ordre stratégique que tactique, c'est-à-dire, à court et à long terme, qui puisse donner corps à une Euskadi socialiste.

A court terme -la tâche actuelle- le MVLN, depuis la base, doit évidemment prêter une attention toute particulière aux conséquences les plus flagrantes du système capitaliste -le chômage-, en coordonnant la lutte quotidienne, d'une part au

niveau de l'entreprise d'autre part au niveau de l'immense multitude des chômeurs qu'il est nécessaire d'organiser.

Coordonner la lutte dans les entreprises, en tenant compte de la spécificité de chaque secteur de la production et des différents niveaux où se trouvent les entreprises dans leur secteur (entreprises en crise, en reconversion, sociétés anonymes, coopératives, etc...) en essayant de trouver des plate-formes communes de revendications et de lutte.

Organiser un ensemble de chômeurs particulièrement hétérogène (en tenant compte de leurs différences d'âge, de formation professionnelle, de positions économiques) en faisant surtout attention à ceux qui, de par leur condition (sexe et (ou) âge) sont condamnés à souffrir les pires conséquences de cette situation de chômage.

La tâche du MVLN, comme on le voit, est immense et irréalisable (comme le démontre notre réalité actuelle), si le cadre politique dans lequel évolue le MVLN ne connaît pas une transformation radicale; parce que la nature profonde de ces problèmes est d'ordre politique.

Mais quand nous disons que ce sont des problèmes d'ordre politique, nous ne faisons pas seulement allusion à l'oppression nationale dont nous sommes l'objet en Euskadi Sud de la part de l'Etat espagnol, ni au fait que notre territoire soit divisé en deux communautés autonomes, la basconde et la navarraise ; ni au fait que l'on ne nous reconnaît pas non plus le droit à l'autodétermination.

Quand nous disons que les problèmes relatifs au système de production sont d'ordre politique, nous ne faisons que mettre en relief les carences fondamentales dont souffre le système représentatif que nous offre le modèle de la monarchie parlementaire issue de la réforme du franquisme, pour pouvoir proposer les solutions aux problèmes suscités par le mode de production qui domine dans notre pays, à l'heure de la crise du capitalisme.

Si dans le passé, l'exercice du droit de vote était la seule condition pour que l'Etat acquière le qualificatif de démocratique - l'idéologie dominante actuelle prétend encore nous le faire croire- la gravité et la complexité de la situation actuelle de notre société nient tout simplement la validité de cet Etat représentatif.

La souveraineté populaire que la Constitution espagnole propose, nie l'exercice du pouvoir par le peuple. Cette Constitution propose l'urne électorale comme moyen d'exercer cette souveraineté. Grâce à son vote, le citoyen est livré aux «professionnels de la politique».

Ceux-ci vont former un parlement qui fonctionnera indépendamment de la population. Les programmes électoraux resteront bien loin. On les oubliera et, qui plus est, on y renoncera (le cas du PSOE est un modèle du genre.

Grâce à ce mythe de la démocratie espagnole, l'Etat -le Bloc au Pouvoir- avec la collaboration des partis et des syndicats qui ont homologué la réforme du franquisme, parvient à faire croire que la participation électorale des citoyens est décisive (ce qui confère une apparence démocratique à la Monarchie espagnole) et élimine en même temps le besoin de la participation politique

réelle, là où précisément l'exercice des libertés politiques est indispensable: au niveau de chacun des organismes sociaux (entreprises, centres d'éducation, communes, associations civiques, etc...).

Comme la souveraineté a été transférée au Parlement espagnol par l'intermédiaire du vote, ces organismes sociaux le perdent complètement, et sans cette souveraineté populaire, dans les organismes où il est indispensable de l'exercer, les très graves problèmes qui se posent dans notre société basque ne peuvent trouver de solution. Les initiatives de la base sont condamnées à l'échec, quels que soient leur générosité, leur bien fondé et leurs bonnes intentions.

Le problème qui se pose donc au MVLN est essentiellement un problème de fond: le refus de l'ordre établi, parce qu'il est opposé aux intérêts du Peuple Basque. Peuple qui, malgré toutes les difficultés, n'arrête pas de nous étonner par la capacité qu'il a de s'organiser et de surmonter les entraves légales ou non du système. Peuple dont nous avons tant à apprendre, auquel nous sommes orgueilleux d'appartenir et que nous sommes disposés à servir jusqu'à notre dernier souffle.

Peuple Basque, d'autre part qui, dans la pluralité de ses options politiques, ne renonce pas à sa personnalité et ne se plie pas à la volonté de ceux qui la lui refusent, et qui maintient sa main fraternellement tendue vers tous les peuples opprimés qui luttent ainsi pour leur indépendance.

Il est vrai d'une partie de notre Peuple Basque désapprouve nos méthodes de lutte et les sacrifices qu'elle comporte. Nous sommes conscients du fait que l'idéologie dominante est

puissante et plus puissants encore sont ses moyens.

Il est tout à fait compréhensible qu'une partie de notre peuple préfère la voie du PNV, qui leur a permis quelques petits progrès, octroyés au compte-gouttes -il semble que dernièrement le flacon se soit vidé- sans renoncer à l'objectif de notre indépendance, pour taire sa mauvaise conscience d'avoir renoncé à des principes aussi importants que l'intégrité du territoire de l'Euskal Herria.

Nous savons bien que notre option est plus dure, qu'elle exige un plus grand sacrifice et que les Espagnols et les Français de tous bords, dominés par leur nationalisme impérialiste, avalent de plus en plus facilement l'idée du génocide que l'on veut commettre contre notre peuple. Le qualificatif de terroriste que l'on nous donne prouve, en lui seul, comment le grand nationalisme espagnol et français serre les rangs.

Mais nous savons, et les ennemis du Peuple Basque le savent encore mieux, que ce sont eux les seuls terroristes et que quelles que soient les divergences d'opinions que notre action peut provoquer dans certains secteurs de notre peuple, quand notre vie ou notre liberté est en danger, nous, les terroristes, les «gudaris» d'aujourd'hui, au-delà de toute divergence, nous sommes protégés et aidés par notre peuple, parce qu'il reconnaît en nous les enfants que l'Euskal Herria a toujours eu pour la défendre.

La PAIX pour l'Euskadi. L'un des crimes les plus absurdes commis contre l'humanité, c'est celui de soumettre un peuple par la force des armes et de lui imposer, en violant sa liberté, des lois, une langue, une armée, des frontières etc..., et de le contraindre, également, à accepter un avenir qu'il n'a pas choisi,

en définitive, de l'obliger à respecter l'ordre établi par un Etat créé contre ses intérêts et qui ne respecte pas ses droits, c'est-à-dire un ETAT IMPOSE.

Dès lors, il est nécessaire de signaler que la création de cet Etat oppresseur rendue possible, d'une part par la loi du plus fort contre le plus faible, d'autre part par les intérêts de classe d'une minorité, provoque nécessairement une situation de guerre.

En effet, cela ne fait aucun doute qu'il se voit dans le besoin de maintenir ses moyens répressifs de contrôle, sa domination antidémocratique et son occupation physique du territoire jusqu'à la défaite complète et l'assimilation de ce Peuple enfin soumis. C'est le cas de notre Peuple, l'Euskadi; c'est ce qui est en train de se passer.

Cette situation du Peuple Basque, tel que nous le connaissons aujourd'hui divisé et soumis à deux Etats différents, n'a pas toujours existé et elle ne répond pas aux intérêts des basques. Elle est plutôt le résultat de l'orientation qu'ont pris ceux qui, d'une façon ou d'une autre, se sont appropriés du destin de l'Euskadi dans leur propre intérêt. La collaboration d'une bourgeoisie assoiffée de richesses a été décisive, en ce sens.

Mais nous devons dire, pour être tout à fait exacts, qu'en ce qui concerne l'Euskadi Sud, l'Etat oppresseur espagnol n'est pas parvenu, au cours de son occupation, et il est bien loin d'y parvenir, à obtenir une défaite complète du Peuple Basque. Cette situation, bien malgré eux, signifie que, nous les Basques, nous continuons à prétendre, en toute légitimité, atteindre ce auquel nous avons droit en tant que peuple et qui nous a été arraché.

D'une part, le Gouvernement espagnol se refuse à assumer le

droit à l'autodétermination du Peuple Basque. D'autre part, il a divisé le territoire de l'Euskadi Sud en deux Communautés régionales autonomes, pour essayer de séparer les Basques dans leur identité nationale et pour résoudre la situation sans réparer les injustices commises tout au long de l'histoire.

Cette double attitude du Gouvernement espagnol ne fait que reproduire son affrontement avec le Peuple Basque, parce que celui-ci aspire logiquement et raisonnablement à la liberté. C'est pourquoi le Peuple Travailleur Basque offre sa contribution, surtout matérielle et humaine, soit en militant, soit en appuyant les organisations qui constituent le MVLN.

Il mène à bien également les différentes sortes de résistance et de lutte, parmi lesquelles se trouve la plus classique et la plus décisive pour avancer: LA RESISTANCE ARMEE, pratiquée par notre organisation.

Il est évident donc que la situation de guerre continue; il suffit de rappeler en ce sens les paroles d'un grand important et notable de l'Etat espagnol, le chef suprême de la Garde Civile, le Général Andrés Casinello, qui qualifiait la lutte contre notre organisation de «guerre» (voir la presse du 13 octobre 1984).

Dans ce climat d'affrontement, l'utilisation et le sens que l'Etat espagnol, oppresseur et occupant, donne au concept de Paix, est intéressé et diffère tout à fait du sens progressiste qu'elle a. L'opresseur s'en sert pour exiger le respect et l'obéissance aux lois et aux institutions qu'il a lui-même établies.

Pour que la Paix existe, selon lui, il est indispensable que personne ne mette en doute ces lois constitutionnelles, que personne n'y fasse front et que tous les individus et les groupes

s'y soumettent indépendamment du fait que la majorité soit en désaccord.

Et qui plus est, quand les responsables de l'Etat espagnol exigent la PAIX aux Basques, ils ne font qu'essayer de perpétuer un cadre politique, juridique, social et territorial qui rend impossible, à court et moyen terme, de maintenir les droits à la liberté du Peuple Basque et qui, à long terme, prétend faire disparaître définitivement les caractéristiques d'identité de notre Peuple.

Ce sont elles cependant qui nous ont permis et qui nous permettent encore aujourd'hui de réclamer et de lutter pour ce qui nous a été refusé tout au long de l'histoire: NOTRE SOUVERAINETE.

De même, quand l'Etat espagnol exige la PAIX ce n'est là qu'un geste diplomatique pour donner une bonne impression face aux mass-media et à l'opinion publique. En réalité, c'est encore une attitude qui crée plus de confusion en ce qui concerne les faits historiques et qui lui sert à justifier une fois de plus sa conduite.

Etant donné tout cela, quelle est la PAIX que demande notre oppresseur ou plutôt, qu'est-ce qui se cache actuellement derrière ce mot, quand notre oppresseur le prononce avec tant d'insistance?

Sans aucun doute, l'Etat espagnol camoufle derrière ce mot un autre concept, bien différent de son véritable sens universel, qui n'a rien à voir avec la PAIX, celui de REDDITION. Bien sûr, le Peuple Travailleur Basque n'est pas disposé à renoncer et il ne l'accepte pas. En ce sens, nous, les Basques, nous allons continuer à lutter pour atteindre nos objectifs, ce qui doit faire

réfléchir l'Etat espagnol et l'obliger à modifier son attitude actuelle.

Il est impossible qu'étant donné l'état actuel de l'affrontement, les responsables de l'Etat espagnol puissent continuer éternellement à nier et à cacher la réalité des faits. Et, par contre, la mobilisation et la détermination du Peuple Travailleur Basque à faire comprendre son combat, sont telles que, tôt ou tard, -ces années-ci sont très importantes- personne ne mettra plus en doute son caractère progressiste et juste.

segun piensan los senores no tengo donde cogirme: si a mi me matan es paz pero es guerra el defenderme (A. SASTRE)

(D'après ce que pensent les seigneurs je ne sais à quoi m'en tenir si on me tue, c'est la paix mais me défendre c'est la guerre.)

Parler de PAIX d'une manière abstraite, sans réellement analyser en profondeur et tenir compte des motifs pour lesquels la guerre a été engendrée, ne fait que bénéficier à ceux qui désirent que l'affrontement continue et que la situation reste inchangée.

Comment, nous les Basques, entendons-nous la PAIX pour l'Euskadi? Sans nul doute nous nous basons sur l'analyse des faits historiques et nous partons du fait, matérielle-ment réel, que nous sommes un Peuple. Et nous exigeons qu'on nous considère comme tel, avec toutes les conséquences que cela suppose, et que l'on nous respecte dans nos décisions. En d'autres termes, la PAIX est possible dans la mesure où le Peuple Travailleur Basque a récupéré sa liberté et qu'il se trouve en état de devenir souverain dans sa propre patrie.

Dans ce cas, ses voisins, parmi lesquels peut se trouver l'Etat espagnol, maintiendront des relations de respect absolu et de non ingérence.

En Euskadi Sud, la PAIX a donc un sens clair et net qui, bien sûr, peut être traduit chez les autres peuples opprimés et (ou) occupés comme le nôtre; que l'Etat oppresseur espagnol, qui est en guerre contre le Peuple Travailleur Basque, reconnaisse les erreurs et les injustices commises contre notre Peuple, et qu'il assume pleinement le fait que, nous les Basques, nous avons tous les droits de choisir et de réaliser librement notre avenir, c'est-à-dire la possibilité d'une autodétermination complète qui aurait lieu sans aucune contrainte ni aucune influence de la part de l'Etat espagnol.

Et si le Peuple Travailleur Basque décidait la création d'un Etat National Basque, l'Etat espagnol devrait respecter cette décision. Entre un Etat oppresseur et un Peuple opprimé, la paix n'est possible qu'à partir du moment où le premier cesse de s'imposer au second et qu'il lui permet de forger son propre destin.

Nous les Basques, quand nous parlons de PAIX, il est clair que nous exprimons notre subjectivité et qu'il n'y a aucune similitude avec le concept de PAIX de l'Etat oppresseur espagnol: dans notre cas, le concept de PAIX implique le développement d'une société basque libérée de tout pouvoir étranger; dans le cas de l'Etat oppresseur espagnol, le même terme signifie un projet de reddition et d'assimilation des Basques.

Il est donc nécessaire que le MVLN explique et approfondisse son concept de la PAIX à l'intérieur comme à l'extérieur de son territoire et qu'il clarifie publiquement l'utilisation trompeuse et tendancieuse que l'Etat espagnol en fait.

Nous avons donc fait la preuve que tout au long de l'histoire, les Gouvernements successifs de l'Etat oppresseur espagnol ont toujours agi à l'encontre des intérêts du Peuple Basque et que la situation reste fondamentalement inchangée avec le régime actuel de la Monarchie-Parlementariste. L'oppression linguistique et culturelle continue ainsi que l'occupation militaire, la répression policière, un système social imposé, etc....

C'est pourquoi il est nécessaire de signaler que la lutte à tous les niveaux est déterminante pour atteindre la situation de PAIX que nous les Basques, nous désirons.

En effet, sans renoncer à la lutte, la preuve que nous avons cette volonté de PAIX, c'est « l'objectivisation » de nos sentiments dans un programme politique qui correspond surtout aux besoins essentiels du Peuple Travailleur Basque: l'ALTERNATIVE KAS.

Ces besoins essentiels sont ceux qui peuvent établir un cadre politique, juridique et social différent du système établi, et qui permet réellement d'avancer démocratiquement, dans, la récupération de nos droits collectifs.

Et en ce sens, la mise en pratique du programme politique de KAS est une condition SINE QUA NON pour que notre organisation, ETA, fasse taire sa résistance armée.

Ce « Cessez le feu ! », comme disait Monzon, est possible demain même. Pour se faire il est, de plus, indispensable que les parties concernées se reconnaissent au préalable entre eux. L'Etat oppresseur espagnol a la parole.